

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

IP/C/W/410  
7 novembre 2003

(03-5954)

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## MÉCANISME D'EXAMEN TRANSITOIRE DE LA CHINE

### Communication du Japon

Par une communication datée du 20 octobre 2003, la délégation du Japon a fait parvenir au Secrétariat les questions ci-après que le Japon a posées à la Chine dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire auquel la Chine est soumise en vertu de la section 18 de son Protocole d'accession.

### Observations et questions adressées par le Japon à la République populaire de Chine

1. Le Japon se félicite du fait que la Chine, entamant la deuxième année qui suit son accession, ait progressé dans la mise en œuvre de ses engagements en matière de propriété intellectuelle et que ce processus ait désormais atteint une vitesse de croisière. Il apprécie les efforts déployés par la Chine pour mettre en place et améliorer le cadre réglementaire nécessaire et pour s'acquitter régulièrement et progressivement de ses engagements. Dans ce contexte transitoire de mise en place graduelle des réglementations, la transparence, la prévisibilité, la stabilité et la cohérence revêtent la plus grande importance; les engagements en matière de propriété intellectuelle ainsi que les efforts fournis pour les mettre en œuvre pourraient facilement perdre de leur valeur si ces éléments faisaient défaut, que ce soit dans les réglementations elles-mêmes ou dans leur application. Le mécanisme d'examen transitoire pourrait se révéler utile pour accroître l'efficacité et la productivité de ces efforts de transition, et c'est un plaisir pour le Japon que de contribuer à ce processus.
2. Dans ce contexte, la Chine est invitée à nouveau à prendre les mesures qui s'imposent pour garantir une application régulière et effective des procédures de consultation publique, ainsi que la publication des lois et réglementations dans les meilleurs délais, pour éviter toute modification réglementaire trop brusque, définir clairement les responsabilités des différents services, améliorer la coordination et la cohérence entre les services ainsi qu'entre le gouvernement central et les provinces, etc.
3. Conformément à la section 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine, qui dispose que "Avant cet examen, la Chine fournira des renseignements pertinents à chaque organe subsidiaire", et dans un esprit de coopération visant à rendre le processus d'examen transitoire le plus efficace possible, le Japon demande à la Chine de fournir, avant la réunion du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, des réponses aux questions et observations ci-après, ainsi que les renseignements pertinents.
4. Questions

## A. DROIT D'AUTEUR

- i) En vertu de l'article 47.7 de la Loi sur le droit d'auteur de la Chine, le fait, pour une personne, de supprimer ou de modifier, sans y être habilitée, toute information relative au régime des droits se présentant sous forme électronique est réputé constituer une atteinte. Nous souhaiterions vivement que le fait, pour une personne, de distribuer, d'importer aux fins de distribution, de radiodiffuser ou de communiquer au public des œuvres ou des copies d'œuvres en sachant que des informations relatives au régime des droits se présentant sous forme électronique ont été supprimées ou modifiées sans autorisation soit aussi réputé constituer une atteinte. Veuillez nous informer de ce que vous entendez faire à ce sujet.

Nous nous félicitons que votre gouvernement ait défini avec plus de précision les procédures administratives applicables en matière de droit d'auteur en élaborant, en septembre dernier, un règlement sur les sanctions administratives dans le domaine du droit d'auteur. Les questions qui suivent portent sur ce règlement.

- ii) Veuillez expliquer comment ce règlement allège la charge de la preuve pour les détenteurs de droits.
- iii) Nous supposons que la plupart des procédures administratives doivent être engagées sur la base de rapports établis par les détenteurs de droits. Veuillez préciser combien de procédures administratives ont été engagées sans rapport du détenteur du droit.
- iv) S'agissant des articles 6 et 7, veuillez indiquer quels sont les critères appliqués concrètement pour décider du niveau du service administratif qui sera chargé de traiter une affaire.
- v) S'agissant de l'article 9, veuillez expliquer ce que vous entendez par "atteinte constatée". Une sanction administrative ne peut être imposée lorsque l'atteinte n'a pas été constatée pendant une durée de deux ans à compter du jour où elle a été commise; or, nous ne pensons pas qu'un délai de deux ans soit suffisant, en particulier si les procédures administratives sont engagées sur la base du rapport du détenteur du droit. Quelle est votre position à ce sujet?
- vi) En ce qui concerne l'article 12, veuillez expliquer quels éléments le détenteur du droit doit produire pour "établir la preuve de son identité" lorsqu'il souhaite engager des procédures administratives. Est-il exact que l'enregistrement du droit d'auteur n'est pas nécessaire pour engager une procédure administrative? Ou bien l'article 11.4 de la Loi sur le droit d'auteur couvre-t-il la preuve?
- vii) En ce qui concerne l'article 12.2, entend-on par "nom des parties" le nom de l'auteur de l'atteinte? Si tel est le cas, êtes-vous conscient du fait qu'en vertu de cette disposition, il sera, pour les détenteurs de droits et en l'absence de possibilité d'engager des poursuites judiciaires, très long et coûteux d'établir l'identité de l'auteur de l'atteinte, de le localiser, etc.
- viii) Pour ce qui est de l'article 13, est-il possible qu'un service administratif rejette la demande parce qu'il n'est pas compétent?
- ix) Pour ce qui est de l'article 16, veuillez expliquer ce que vous entendez par "une personne qui a la charge de la preuve". Et quelle est la durée du "délai indiqué par le service administratif chargé du droit d'auteur"? Nous craignons que le poids de la

charge qui incombe à "la personne qui a la charge de la preuve" ne nuise à l'efficacité des procédures administratives.

- x) En ce qui concerne l'article 27, entend-on par "parties" à la fois le détenteur du droit et l'auteur de l'atteinte? Il pourrait être très difficile pour les détenteurs de droits étrangers de présenter des déclarations et des plaintes dans un délai de sept jours à compter du jour notifié.
- xi) En ce qui concerne l'article 29, veuillez préciser sur la base de quel critère une activité illicite qui implique une infraction légère est réputée constituer une atteinte.
- xii) En vertu de l'article 39.3, le service administratif confisque les dispositifs ayant principalement servi à la fabrication de biens portant atteinte au droit d'auteur, les vend aux enchères et les distribue à nouveau. Envisagez-vous la possibilité que la redistribution de ces dispositifs puisse affaiblir l'effet dissuasif des procédures administratives?

#### B. MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE

##### *Protection des marques notoirement connues*

- xiii) Si les entreprises étrangères ne peuvent pas bénéficier dans votre pays du même niveau de protection pour leurs marques notoirement connues que celui dont bénéficient les entreprises nationales, il est à craindre que la législation ne soit pas conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives au traitement national. Veuillez indiquer le nombre respectif des marques notoirement connues nationales et étrangères qui ont été enregistrées pour illustrer le niveau d'application du nouveau règlement entré en vigueur en juin dernier.

#### C. BREVETS

##### *Suppression des retards dans la délivrance de brevets*

- xiv) Dans le cadre de l'examen de la législation effectué par le Conseil des ADPIC, votre pays a fait état du taux moyen des demandes de brevet en souffrance déposées par des entreprises japonaises, ainsi que des mesures prises pour accélérer la procédure d'examen – par exemple l'augmentation du nombre d'examinateurs. Nous craignons, cependant, que dans certains domaines techniques, aucune amélioration n'ait été enregistrée en ce qui concerne les retards dans la procédure d'examen. Veuillez nous fournir des données récentes illustrant une amélioration de la situation en ce qui concerne les procédures d'examen dans chaque domaine technique. On peut penser par ailleurs que la communication régulière de données en la matière permettra de dissiper tout malentendu parmi les entreprises japonaises quant aux délais d'examen dans votre pays. Nous aimerions connaître votre point de vue à ce sujet.

#### D. MOYENS DE FAIRE RESPECTER LES DROITS

##### *Efforts au niveau judiciaire: renforcement des poursuites pénales et renforcement des sanctions par une modification des règles applicables en matière de poursuites pénales*

- xv) Eu égard à la situation effective en ce qui concerne les atteintes aux droits de propriété intellectuelle commises dans votre pays, le nombre de cas donnant lieu à des poursuites pénales est extrêmement faible et nous craignons que des atteintes

délibérées et commises à l'échelle commerciale ne fassent pas l'objet de poursuites effectives. Veuillez indiquer le nombre de poursuites pénales engagées pour atteinte, respectivement, à des droits attachés à des brevets, des marques de fabrique ou de commerce, des dessins et modèles industriels et au droit d'auteur afin d'illustrer la situation dans ce domaine.

- xvi) D'après les réponses fournies par votre pays dans le cadre de l'examen de la législation effectué par le Conseil des ADPIC jusqu'à présent, il a été conseillé aux autorités judiciaires d'apporter des modifications aux règles applicables en matière de poursuites pénales en ce qui concerne les atteintes au droit d'auteur. Veuillez préciser quels étaient les conseils donnés et, en particulier, si une orientation spécifique a été recommandée à cet égard. En outre, les autorités judiciaires envisagent-elles effectivement à l'heure actuelle d'appliquer les règles en matière de sanctions pénales qui ont été recommandées? Si tel est le cas, veuillez indiquer quelles modifications elles envisagent.

*Coûts de la destruction de marchandises portant atteinte à des droits*

- xvii) À la question "Qui supporte les coûts de la confiscation et de la destruction (y compris le stockage) des marchandises revêtues d'une marque contrefaite auxquelles procèdent les services répressifs, y compris les douanes?", posée par le Japon concernant les coûts de la confiscation et de la destruction des marchandises revêtues d'une marque contrefaite dans le cadre de l'examen de la législation effectué par le Conseil des ADPIC, vous avez répondu "Les coûts de la confiscation et de la destruction des marchandises revêtues d'une marque contrefaite auxquelles procèdent les autorités administratives chargées de l'industrie et du commerce sont supportés par les pouvoirs publics". Certaines entreprises japonaises ont cependant signalé que dans le cadre de la procédure de suspension de la mise en circulation des marchandises soupçonnées de porter atteinte à des droits de propriété intellectuelle appliquée aux douanes de votre pays, même lorsqu'il avait été reconnu que ces marchandises portaient atteinte à des droits, des montants avaient été prélevés sur la caution déposée par les détenteurs de droits pour couvrir les frais liés à la suspension de la mise en circulation des marchandises en cause. Ces faits viennent contredire la réponse que votre pays a précédemment donnée. Veuillez nous fournir le règlement et les avis qui informent les douanes et autres services répressifs sur la question de savoir qui supporte les coûts de la destruction des marchandises portant atteinte à des droits.

*Élimination du "régionalisme"*

- xviii) L'un des problèmes qui se pose en ce qui concerne le contrôle des atteintes portées à des droits de propriété intellectuelle dans votre pays est le "régionalisme", qui encourage une approche laxiste du problème des produits de contrefaçon ou piratés fabriqués par des entreprises locales. Cette attitude des autorités régionales constitue un obstacle à un exercice rapide et adéquat des droits de propriété intellectuelle dans votre pays ainsi qu'une source de préoccupation importante pour le Japon. Lors de l'examen de votre législation par le Conseil des ADPIC, votre pays a répondu que le Conseil des affaires d'État avait publié les Dispositions interdisant le blocus régional dans les activités d'économie de marché, qui interdit strictement la protection régionale sous quelque forme que ce soit. Pourriez-vous nous donner des précisions sur ces dispositions et nous indiquer quels efforts spécifiques ont été entrepris pour éliminer le "régionalisme".

*Mesures contre la piraterie de logiciels*

- xix) Nous apprécions les efforts déployés par votre gouvernement pour lutter contre la piraterie de logiciels grâce à l'élaboration du "plan d'activité pour lutter contre la piraterie de logiciels", publié en juin dernier. Veuillez indiquer quelles mesures concrètes ont été adoptées pour mettre en œuvre ce plan. Le gouvernement prévoit-il un plan d'activité analogue pour lutter contre la piraterie de marchandises autres que les logiciels? Veuillez expliquer en outre comment est établie la responsabilité des fournisseurs d'accès à l'Internet (FAI).

*Réglementation de l'exportation de marchandises contrefaites ou piratées*

- xx) Nous sommes préoccupés par l'exportation de marchandises contrefaites ou piratées fabriquées dans votre pays. Veuillez nous indiquer où en est la réglementation de ces exportations en vertu du "Règlement sur la protection douanière des droits de propriété intellectuelle" en illustrant les résultats obtenus concrètement par des statistiques.

## E. AUTRES QUESTIONS

- xxi) Nous croyons savoir que votre gouvernement envisageait d'adopter un règlement sur le "droit de communication par le biais d'un réseau d'information". La traduction est-elle disponible? Si oui, pourriez-vous nous la fournir? Sinon, veuillez préciser quand votre gouvernement la mettra à disposition.
-